



D.r A. ROS

LES

# COMMENCEMENTS DE LA COMMUNE

NOTES ET IMPRESSIONS

D'UN TÉMOIN OCULAIRE

Extrait du JOURNAL DE FLORENCE




FLORENCE
IMPRIMERIE DE L'ASSOCIATION
Rue Valfonda, 79.
1872.



A la Bibliothèque Nation. de Florence l'Auteur

D.r A. BOS



LES

# COMMENCEMENTS DE LA COMMUNE

NOTES ET IMPRESSIONS

D'UN TÉMOIN OCULAIRE

(Extrait du JOURNAL DE FLORENCE)




FLORENCE
IMPRIMERIE DE L'ASSOCIATION
Rue Valfonda, 79,
1872.

# LES COMMENCEMENTS DE LA COMMUNE

Notes et Impressions

D'UN TÉMOIN OCULAIRE

## I.

Avril, 1871.

Nous sommes partis de Paris par le dernier train qui a pu en sortir, au milieu de l'émeute et de l'anarchie la plus complète. C'était assez d'un siége, et je suis bien heureux de n'être plus au milieu de cette horde de sauvages. Tous les malheurs, toutes les humiliations doivent donc tomber sur cette pauvre France ! Cette guerre civile, avec l'ennemi triomphant chez nous, est le plus horrible des crimes ; et si de nouveaux désastres viennent s'abattre sur la France, elle n'aura que ce qu'elle mérite.

Nous commençons à jouir en plein des fruits de la République et de la démocratie.

A toutes les vaines promesses de bonheur, de paix et de fraternité que les républicains ne cessent de jeter à la foule toujours avide de nouveautés et toujours déçue, l'histoire avait jusqu'à présent deux réponses à faire : la terreur et la guillotine de 93, les barricades et les fusillades de 48; elle en aura maintenant une troisième: les saturnales sanglantes de la Commune.

Le 18 Mars passé, une société, occulte pour les aveugles, émanation de l'Internationale, qui depuis longtemps travaillait la garde nationale, et était obéie des plus mauvais (et il faut bien le dire) des plus nombreux bataillons, s'est trouvée maîtresse absolue de Paris de la manière la plus inattendue. Il est vrai que le moment était bien choisi: la population ouvrière tout entière armée, travaillée par les doctrines les plus insensées prêchées chaque soir dans le clubs, avait passé près de cinq mois de souffrances pendant le siége; le travail interrompu n'avait pas encore repris, et quand bien même il aurait repris, un grand nombre avait perdu l'habitude de travailler et trouvait bon de toucher 30 sous par jour sans rien faire; plus 15 sous pour la femme, et 5 sous pour chaque enfant. Il était évident que la situation était de plus critiques et que l'on

marchait à des nouvelles journées de Juin, si le gouvernement n'y mettait obstacle par des mesures énergiques. Eh bien, mon cher ami, le gouvernement a, par son ineptie, hâté la catastrophe. Les plus grandes fautes ont été commises par le gouvernement de la défense nationale, et la responsabilité des massacres actuels remonte directement à M. Jules Favre. Comment ! le 31 octobre 1870, en plein siége de Paris, Flourens avec ses bataillons de Belleville s'empare des membres du gouvernement et les tient prisonniers pendant près de douze heures; malgré le bombardement, la démagogie ne cesse de s'agiter pour s'emparer du pouvoir; le 22 janvier, un bataillon, le 101e (1) tire sur l'Hôtel de Ville, et quatre jours après, le 26, M. Jules Favre signe la capitulation et ne stipule pas le désarmement de la garde nationale. Combien de fois fallait il que les gardes nationaux tirassent sur l'Hôtel de Ville on fissent prisonnier M. Jules Favre, pour le convaincre du danger que couraient Paris et la France à laisser dans la capitale 300,000 hommes armés, exaltés, ai-

---

(1) Le même qui plus tard massacra à la barrière d'Italie les dominicains d'Arcueil.

gris, et sans travail. Mais M. Jules Favre avait toujours demandé, sous l'Empire, l'armement en masse; pouvait-il se démentir maintenant qu'il était au pouvoir. D'ailleurs en flattant la multitude, en lui laissant ses armes, on espérait peut-être acquérir une grande majorité aux élections. L'ambition se trompe souvent étrangement dans ses calculs. M. Jules Favre n'a passé à la députation que l'un des derniers, et si la populace de Paris dont il a nié l'existence à M. de Bismarck, pouvait maintenant le tenir entre ses mains, elle le mettrait en mille morceaux. Aveugle ou coupable, Jules Favre a une grande part de responsabilité qu'il partage avec les flatteurs du peuple *vertueux,* du peuple *souverain.*

A ce propos je vois avec plaisir que nous sommes en parfaite communauté d'opinions sur les questions politiques soulevées pas l'abominable révolte qui malheureusement ensanglante encore Paris; et puisque vous le désirez, je vais vous dire bien volontiers quelle impression a faite sur moi cette émeute surgie au lendemain d'une guerre désastreuse et sous les yeux de l'ennemi qui n'a pas encore évacué les forts au nord de Paris. Ce choix du moment ne montre-t-il pas assez les sentiments des socialistes de l'*Internationale?*

N'auraient-ils pas dû au moins respecter le deuil de la patrie vaincue et attendre le départ de l'étranger pour soulever cette grande question sociale qui doit faire le bonheur du peuple et qui jusqu'à présent ne lui a apporté que les bienfaits de la misère et de la guerre civile. Mais il n'y a rien de moins patriote que ce que l'on appelle emphatiquement le peuple et qui n'est exactement que la populace, la vile multitude, la *mob*, la *rascality*, comme vous dites en Angleterre. Car les vertus et les beaux sentiments de ces gens-là n'existent que dans l'imagination des romanciers et des flatteurs de la foule. Avez-vous jamais vu les cours criminelles et les tribunaux de police encombrés par les gens bien élevés? Est-ce que les filles qui raccrochent sur le trottoir se recrutent parmi les demoiselles de la haute société ? L'ouvrier est généralement ivrogne ; il bat sa femme, rosse ses enfants, les fait travailler comme des bêtes de somme ou les abandonne, semblable en cela aux animaux. C'est une bête brute qui demande a être apprivoisée et civilisée, voilà la vérité; et ce n'est pas en lui répétant que lui seul travaille, qu'il est injustement exploité par ces fainéants de richards, qu'on arrivera à le moraliser et à améliorer son sort. On n'arrivera ainsi qu'à

en faire un insurgé. Il faut une grande dose d'impudence aux socialistes pour le présenter comme le modèle de toutes les vertus, et nous donner la classe ouvrière comme la classe gouvernante. Les statistiques des Cours d'Assises et des prisons réfutent ces sophismes des courtisans de la multitude, plus vils encore que ceux des rois. Car je connais bon nombre de rois et de reines très-respectables, très-dignes de vénération ; j'attends encore qu'on me montre une *mob* qui ne soit pas méprisable.

## II.

Il n'est pas besoin, je l'espère, de vous dire qu'il y a d'honorables et même de très-nombreuses exceptions; oui, il y a l'ouvrier honnête, rangé, économe, excellent père de famille, travailleur infatigable et des plus habiles. Nous qui ne nous sommes pas contentés d'étudier la classe ouvrière de loin et dans les livres, nous connaissons cet ouvrier qui rehausse par ses vertus la dignité morale de l'homme, parcequ'il lui faut pour marcher dans le droit chemin plus d'efforts, plus de volonté, plus d'énergie qu'à celui qui trouve la voie toute tracée et déblayée par l'éducation,

l'aisance et les bons exemples. Nous admirons, nous vénérons cet ouvrier.

Mais celui-là n'est pas du *peuple* à l'usage de MM. les révolutionnaires ; loin de compter parmi les frères et amis, il est mis à l'index et réputé un rénégat ; n'est-il pas en train de passer dans la classe abhorrée des bourgeois, puisque grâce à sa bonne conduite et à son travail journalier, il détient déjà une parcelle de cet infâme capital, la cause de toutes les souffrances du peuple, au dire des socialistes. Il est évident que s'il n'y avait ni machines à vapeur, ni usines, ni chemins de fer, ni rien de ce qu'a créé l'infâme capital, le peuple serait beaucoup plus heureux ; voyez plutôt les Peaux-rouges et les Patagons !

Tous ces sophismes ont été réfutés mille et mille fois. Un grand nombre d'ouvriers n'en continuent pas moins à y croire, comme si c'était articles de foi, parce que ces sophismes flattent leurs aspirations à une situation meilleure ; voilà donc encore une émeute qu'ils font pour améliorer leur sort, et comme toujours ils n'auront fait qu'augmenter leur état précaire ; car s'il est une vérité bien démontrée, c'est que toutes les révolutions ne font qu'empirer la condition des ouvriers. Derrière les barricades ils ne trouveront jamais que

la mort ou la misère. Aussi les meneurs qui savent cela, se gardent ils bien de les y suivre.

8 juin 1871.

Que d'événements horribles se sont passés depuis ma dernière lettre. Ils sont si désastreux que je ne me sens plus le courage de continuer à vous parler de cette abominable Commune dont j'avais commencé à vous entretenir dans une lettre précédente. Je ne me suis jamais fait illusion sur les intentions de ces bêtes sauvages, mais je croyais qu'au dernier moment un reste de la nature humaine les arrêterait devant l'horreur du crime qu'ils ont commis en mettant le feu à ce beau Paris que, malgré ses défauts, tout le monde aime, français et étrangers. Jamais aucune révolution (et ce n'est pas ce qui manque en France) ne s'était portée à de tels excès. 1793 n'avait touché ni aux Tuileries ni au Louvre ni au Luxembourg. Mais depuis lors les Républicains ont fait des progrès; et voilà les beaux fruits, les grands résultats de la République sociale: Paris brûlé; la France ruinée pour longtemps! Où allons-nous? Sommes-nous arrivés à une de ces époques fatales dans l'histoire où les empires croûlent et disparaissent sous les flots de la barbarie?

La Commune aura été bien plus fatale à Paris que la guerre avec les prussiens; et si les parisiens ont encore envie de recommencer des révolutions, il ne reste plus qu'à vous les expédier en masse à l'asile de Bedlam. Je fais les vœux les plus sincères pour que l'Angleterre soit préservée des malheurs et des désastres que l'association internationale a causés à Paris et à la France. Qu'elle n'oublie pas que cette secte plus dangereuse encore que celle des Thugs dans l'Inde, est née dans son sein; qu'elle y est puissante dans la classe ouvrière des grandes villes manufacturières, et qu'elle hait encore plus la vieille Angleterre que toutes les autres nations, parce que la vieille Angleterre est le boulevard de la liberté en Europe, c'est-à-dire l'obstacle le plus puissant contre la tyrannie des socialistes......

................................................................

21 juin, 1871.

Mon cher ami,

Vous êtes trop obligeant de vouloir prendre quelque intérêt à ce que je vous ai dit sur la Commune. Puisque vous le voulez bien, je vais continuer. Deux documents ont paru depuis peu sur les causes de l'insurrection; ils sont fort intéressants puisqu'ils émanent de

deux membres de ce gouvernement qui a une grande responsabilité morale dans l'avènement de la Commune : ce sont la circulaire de M. J. Favre et le discours du général Trochu à la Chambre. Ces messieurs ouvrent les yeux maintenant qu'il est trop tard, et puisqu'ils connaissaient le danger, ils n'en sont que plus coupables devant l'opinion publique ; surtout M. Jules Favre, qui a signé cette fatale capitulation de Paris par laquelle l'armée était *désarmée* tandis que la garde nationale *conservait ses armes ;* faute, non, je dirai mieux, crime impardonnable, et que de gens ont été fusillés pour moins que cela ! Il n'est que trop vrai, ainsi que l'a dit Jules Favre dans sa circulaire du 6 juin, que l'Empire, régime démoralisateur s'il en fût, avait concentré dans Paris, pour le rebâtir presque de fond en comble, une masse d'ouvriers qui fatalement devaient s'insurger le jour où « ces travaux à outrance » seraient brusquement suspendus. Les personnes prévoyantes qui ne se laissaient point éblouir par ces splendeurs de Paris, véritable poudre jetée aux yeux de la foule pour lui cacher les véritables misères d'un gouvernement qui ne vivait que d'expédients aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, voyaient avec tristesse toutes ces ma-

gnificences et, prophètes de malheur, ils n'auguraient rien de bon de la prospérité factice de Paris, qui devait crouler le jour où l'on cesserait de démolir et de rebâtir.

Mais il n'en est pas moins vrai que cette population exubérante n'avait pas bougé pendant 15 ans de 1855 à 1870; si l'Empire avait préparé les voies à une révolution sociale, la République a lâché les écluses; et si on n'avait pas armé en masse, bien certainement l'insurrection n'aurait été ni aussi générale, ni aussi formidable. Eh bien, qui a donné des armes à cette populace de Paris qui s'en est toujours servie pour se révolter contre la société, et jamais pour se battre contre l'ennemi? exemples: 1792, les massacres de septembre dans les prisons; 1848, les journées de juin; et surtout les derniers événements où les bataillons de Belleville, Montmartre, Ménilmontant, etc; qui ont fui lâchement devant l'ennemi, sont précisément ceux qui ont fait la Commune. Qui a réclamé l'armement en masse, bien avant que Paris fût menacé d'un siége? les républicains de la Chambre et à leur tête M. Jules Favre. Il est donc bien malvenu de dire dans sa circulaire: « Nos armées étaient détruites, et la grande cité restait seule en face de huit cent mille allemands qui

inondaient notre territoire. Le devoir de la résistance animait toutes les âmes. Pour le remplir à Paris, il *fallut armer* SANS DISTINCTION *tous les bras* ; l'ennemi était aux portes, et sans cette témérité nécessaire il les aurait franchies dès son premier choc ! »

Cet armement avait été demandé bien auparavant en vue d'avoir une force pour renverser l'Empire, et on l'avait réclamé avec tant d'insistance qu'une fois arrivé au pouvoir avec la République, il fallut bien s'exécuter et donner des fusils à tout le monde, même aux « 25,000 repris de justice » et aux « 6,000 sectaires » dont parle le général Trochu, qui s'explique avec plus de franchise que M. Jules Favre sur le rôle funeste joué par la garde nationale pendant le siége, et après, pendant la tyrannie de la Commune. Pour vous donner une idée des dispositions de la population ouvrière, voici un fait dont j'ai été témoin. Lors de l'armement des bataillons, on discutait beaucoup sur la qualité des fusils que l'on distribuerait ; les uns auraient voulu des chassepots, ou au moins des fusils à tabatière, comme armes meilleures. J'ai entendu des ouvriers dire qu'il valait mieux avoir les anciens fusils à piston, parce qu'alors on pourrait faire soi-même ses cartouches. Ainsi,

dès le commencement du siége, avec l'ennemi aux portes, ils pensaient à la guerre civile des rues et des barricades.

Vous êtes maintenant bien tranquilles dans votre immense métropole de Londres ; mais essayez d'y armer 400,000 hommes du peuple, y compris les *pick-pockets*, les assassins, etc.; et vous verrez ce dont est capable l'illustre *mob* qui pourtant, au dire de certains socialistes, est seule vertueuse et honnête. Londres, en 1780, eut pendant une semaine un avant-goût de sa façon d'agir lorsque la populace est maîtresse : incendie et pillage, et nous n'avions pas encore « l'Internationale ».

Si l'armement est une faute que l'on peut encore excuser, à cause de la guerre; ce qui est impardonnable, c'est de n'avoir pas désarmé, lors de la capitulation, ces hordes de gens qui étaient encore plus mauvais citoyens que mauvais soldats. Paris vaincu, que voulait-on faire de ces 300,000 ouvriers armés ? N'était-il pas évident, ainsi que je vous l'ai dit dans ma précédente lettre, que ne travaillant plus depuis près de cinq mois, habitués à être logés, nourris, habillés, chauffés et payés pour ne rien faire, ils se précipiteraient tête baissée dans l'émeute pour ne plus

recommencer à travailler. Quelle responsabilité pour les hommes qui, dans de pareilles circonstances, ont laissé fusils et canons entre ces mains toutes prêtes à la révolte ! Avaient-ils peur d'une résistance au désarmement ? Cette peur était chimérique. Le 29 janvier j'étais aux tranchées lorsque les bataillons ont dû rentrer dans Paris. Les gardes nationaux étaient harassés et abattus par les fatigues du service de guerre, affaiblis par le manque de nourriture, écœurés, humiliés; ils en avaient assez du siége et de la ration de cheval; bon nombre jetaient là leurs fusils ou les abandonnaient pour rentrer sans armes dans Paris. Nous avons dû ramasser ces armes, en charger des fourgons et les rapporter ainsi dans Paris pour ne pas les laisser entre les mains des Prussiens qui venaient occuper nos positions. Rien n'eût été plus facile que de désarmer cette foule découragée et indifférente. Mais on voulait flatter la garde nationale, s'en servir au besoin pour mantenir, contre le vœu de la France, la république et soi-même au pouvoir, ce qui revient au même pour ces messieurs. Cet orgueil de la garde nationale a été très-bien indiqué par le général Trochu dans son discours; il l'a personnifié dans le képi de gar-

de national que M. Victor Hugo a étalé à l'Assemblée de Bordeaux. Je savais qu'Horace permettait beaucoup de choses aux poètes, mais la pasquinade du képi est raide. Je vous en prie, si vous rencontrez par bonheur dans les rues de Londres le père de lord Clain-charlie, aussi illustre poète que grand arlequin aux mille couleurs politiques, priez-le d'orner son képi du plumet du général Boum. La grande-duchesse de Gérolstein ne fera aucune difficulté de le lui passer, en considération de ses hauts faits de guerre pendant le siége de Paris; et si par malheur nous avons encore la guerre, ce n'est plus à « Fritz » mais au général Victor Hugo que l'on confiera « le sabre de mon père ».

Pour en revenir à notre sujet, il y aurait encore à citer bien d'autres erreurs commises par les membres du Gouvernement de la défense nationale, et qui dérivent en grande partie de cette fausse croyance que le peuple en général et celui de Paris en particulier est plein d'intelligence, de vertu, de bon sens et de patriotisme. Il y a un très-grand nombre de gens qui croient cela de bonne foi; ce sont les badauds, les niais de la politique démocratico-socialiste; les aveugles. Il y en a d'autres qui font semblant d'y croire et le disent

à tout propos; ceux-là, les malins, montent au pouvoir pour la plus grande gloire du peuple souverain, et pour proclamer : la liberté, l'égalité et la fraternité. Aprés quoi on ne manque jamais de s'entr'égorger pour sanctionner d'aussi beaux principes. Mais il y aurait trop à redire là-dessus, et je ne veux pas vous fatiguer plus longtemps. Il me reste à vous raconter ce que j'ai vu pendant les premiers jours de l'insurrection du 18 mars. Quant au reste, à la fin sanglante et terrible de cet ignoble drame de la Commune, vous en savez autant que moi par les journaux, et n'ayant pas été spectateur du dernier acte, je ne pourrais que répéter inutilement ce qu'ils ont rapporté. Quant aux idées politiques de ces assassins et de ces incendiaires, elles se résument en deux mots d'une de leurs dernières proclamations : « meurtre et pétrole. » Paris jadis respecté par les alliés ; par les prussiens eux-mêmes, par toutes les émeutes ; et brûlé par les sectaires de la Société ! La guerre fratricide sous les yeux mêmes de l'ennemi triomphant ! voilà les actes de l'Internationale ! si de pareilles horreurs ne dessillent pas les yeux à tous les illuminés qui rêvent encore de la république sociale, c'est à désespérer de la raison humaine.

La Commune de 1870 fera sur le livre de l'histoire du XIX$^{e}$ siècle une large tache de sang et de boue. Cette émeute du 18 mars, sans une idée généreuse, sans une amélioration pour le peuple, accomplie par de vulgaires ambitieux d'estaminet aux applaudissements des vainqueurs qui faisaient galerie, ne sera plus que la grande trahison anti-patriotique qui a déshonoré dans l'histoire le plus beau mot peut-être qui rappelle la patrie : LA COMMUNE.

## III.

15 juillet 1871.

La capitulation de Paris signée le 29 janvier 1871, que M. J. Favre appelait *convention* et *armistice,* euphémismes dus à ce mauvais esprit de vouloir toujours flatter la population de Paris, l'armée désarmée, Paris se trouva dès lors au pouvoir de la garde nationale qui vit ses rangs désertés pas un grand nombre d'individus empressés de sortir de la ville, comme d'une prison où l'on a été enfermé pendant plus de 4 mois. C'était l'élément conservateur sensé qui se retirait. Les sociétés secrètes, et surtout l'*Internationale,* profitant d'un concours de circonstances favorables à leurs desseins travaillèrent de plus

en plus les bataillons, organisèrent un état-major, un comité central d'où partait le mot d'ordre, et parvinrent à s'affilier environ 215 bataillons sur 260, affiliation qui consistait simplement à avoir dans beaucoup de ces bataillons quelques officiers et quelques hommes sûrs pour entraîner les autres au moment venu.

Tout cela se passait, pour ainsi dire, au grand jour : des placards incendiaires, aux couleurs rouges et signés, couvraient les murs de Paris, appelant ouvertement à la révolte contre la société, et au triomphe du prolétariat ; doctrines dont on avait d'ailleurs farci les oreilles du peuple pendant le siége dans les clubs qui reprenaient maintenant de plus belle leur propagande socialiste. J'ai entendu un orateur demander 2,000,000 de têtes pour pouvoir fonder la *Sociale.* Vous voyez que Marat était bien dépassé par ses singes, lui qui n'en demandait que 300,000, le modéré ! On s'abordait en riant dans mon 9e secteur, en se disant : « Vous savez, ce n'est plus l'amiral qui est notre général ; c'est Duval, l'ouvrier fondeur de l'usine d'en face. » Il signait en effet des ordres émaillés de fautes d'orthographe, faisait des rondes et se donnait toutes les allures d'un commandant en chef, il devait

être mis par le Comité Central à la tête de la Préfecture de police, et fusillé dès les premiers engagements avec l'armée.

Si au moins Paris avait eu un semblant de police, on aurait pu arrêter dans ses commencements cette révolte qui s'organisait en plein soleil ; mais comme le peuple est par nature vertueux, et que la police ne sert qu'à consolider les tyrans, il n'y avait plus de sergents de ville depuis le 4 septembre ; on leur avait bien substitué quelques rares gardiens de la paix sans armes ; mais le peuple ne voulait même plus de ces promeneurs inoffensifs qui arpentaient mélancoliquement les boulevards avec mission de ne rien faire du tout. Aussi le gouvernement était-il le dernier à être informé de l'état de la ville. En tout cas ne fit-il rien pour arrêter la catastrophe qu'il accéléra au contraire pas ses bévues.

Les élections devaient pourtant dessiller les yeux aux moins clairvoyants. Les ouvriers affiliés à l'Internationale représentée par le Comité Central de la garde nationale, votèrent comme un seul homme ; on n'eut besoin ni de réunions préparatoires, ni d'entente préalable, on leur donna un billet qu'ils déposèrent dans l'urne sans l'avoir lu pour la plupart. Car bon nombre de ces électeurs qui veulent gouver-

ner, ne savent même pas lire, et encore moins écrire leur liste ; et les quelques ouvriers qui ont quelque instruction, n'en ont point assez pour former par eux-mêmes une liste des quarante députés de Paris. Le suffrage universel est par lui-même une injustice et un leurre pour les imbéciles ; mais le suffrage universel avec scrutin de liste est le plus grand mensogne qu'ait pu inventer la république. Ridicule comédie politique, qui a sanctionné tous les coups d'Etat, toutes les violations de la loi politique intérieure et internationale, le suffrage universel n'exprime que le nombre, c'est-à-dire l'ignorance. On ne doit donc pas s'étonner si en février 1871, grâce à l'Internationale, la députation parisienne fut en grande partie composée de socialistes et à leur tête Louis Blanc, le plus célèbre.

Les Prussiens, vers la fin de février, devaient occuper le quartier des Champs-Elysées ; il y avait dans Paris plusieurs parcs d'artillerie que le général Vinoy, commandant de Paris depuis la démission de Trochu, ne fit ni garder ni mettre en sûreté (lourde faute à ajouter à la liste déjà si longue) ; le plus considérable de ces parcs était à la place Wagram près du quartier à occuper. Sous prétexte de ne pas laisser ces canons aux mains

de l'ennemi, les plus mauvais bataillons de Paris vinrent les prendre et les transportèrent sur les buttes de Montmartre ; d'autres furent réunis à Belleville, à la barrière d'Italie, et gardés par les hommes du Comité Central, qui se trouva ainsi en possession d'un matériel formidable d'artillerie.

Bien des personnes craignaient des actes d'hostilité de la part de cette foule armée qui n'avait cessé de crier la guerre à outrance, la trouée et la mort plutôt que la reddition de Paris, et qui venait de s'emparer des canons pour ne pas les laisser au pouvoir de l'ennemi. On appréhendait les plus grands désastres pour Paris. Je ne partageai point ces craintes. Il s'agissait bien de l'ennemi ; tous ces cris, toute cette ardeur belliqueuse, tous ces beaux discours n'avaient d'autre but que d'avoir des armes pour les tourner contre la patrie au moment opportun, c'est-à-dire quand elle serait bien vaincue et désarmée, pour commettre le crime inouï de la déchirer, de l'ensanglanter sous les yeux mêmes de l'étranger vainqueur ; et que l'on vienne encore me parler du patriotisme des masses !

En effet pas un coup de fusil ne fut tiré contre les Prussiens ; ils ne furent nullement inquiétés pendant les deux jours qu'ils restè-

rent campés aux Champs-Elysées; et pendant le règne de la Commune, on fut rempli d'égards pour eux.

Quelques jours avant et durant cette occupation, des délégations de la Garde nationale, parfois des bataillons entiers allaient porter des couronnes d'immortelles à la colonne de la liberté sur la place de la Bastille. Le moment était vraiment bien choisi de se promener tambour battant, chanter la *Marseillaise,* faire des discours patriotiques, attacher des couronnes d'immortelles et quelquefois un drapeau rouge, alors que les vainqueurs occupaient une partie de la ville. Cela vous donne encore une idée du patriotisme de ces gens.

Ces manifestations furent l'occasion de quelques désordres : un homme fut saisi, lié sur une planche et jeté à l'eau, sous prétexte qu'il était de la police, et cela en présence d'une foule qui ne s'opposa point à cet assassinat. Quelques femmes furent fouettées en public sous prétexte qu'elles étaient allées offrir leurs faveurs aux Prussiens. Vous le voyez, la *Loi,* cette chose sacrée, était ouvertement violée; et dire que j'ai entendu de braves boutiquiers et d'honnêtes femmes approuver ces excès de la populace; tant le

sens moral était perverti ! On commence par noyer des sergents de ville et fouetter des filles publiques et l'on finit par assassiner des prêtres et guillottiner des reines. Ces attentats à la paix publique ne furent point réprimés; et avec quoi le gouvernement aurait-il fait exécuter les lois ? Les sergents de ville et les gendarmes, indispensables partout et surtout à Paris pour faire respecter la loi, sont l'objet de la haine particulière du parisien ; à chaque révolution on est obligé de faire disparaître la police pour la soustraire à la fureur du peuple. Je comprends que les voleurs et les assassins veuillent se défaire de ceux qui sont chargés de les arrêter ; mais l'honnête bourgeois, l'honnête ouvrier qui au contraire est protégé par eux, pourquoi cette haine ? Il faut bien en trouver la raison dans sa bêtise et dans sa tendance à se révolter contre toute autorité.

## IV.

Les Prussiens avaient quitté les Champs-Elysées ; tout aurait dû rentrer dans l'ordre. A quoi bon ces canons, ces gardes nationaux armés ? Il semblait que les malheurs de la guerre étrangère auraient dû conseiller le calme, la concorde, le retour au travail ; il

n'en fut rien. Belleville et Montmartre continuaient à monter la garde devant leurs canons ; une agitation sourde régnait dans Paris ; on se sentait mal à l'aise. Pour maintenir la tranquillité chaque bataillon de garde nationale était de garde un jour sur deux, et pendant 24 heures il fallait bivaquer sur les places ou dans les rues, exposé au froid et à la pluie. Les gardes nationaux qui avaient assez joué au soldat pendant le siége, étaient dégoûtés de ce service fatigant, et se voyaient encore arrachés à leurs affaires après la fin de la guerre. Aussi le jour où le gouvernement eut besoin d'eux et où il fit battre la générale, personne ne se présenta, à l'exception des gardes nationaux qui étaient sous les ordres du Comité Central.

Le 18 mars arrive. Les canons remisés à Montmartre et gardés par la garde nationale furent le prétexte de l'insurrection. Puisqu'on les avait laissés jusqu'à ce jour, on pouvait les laisser encore, d'autant plus que les quolibets des parisiens ne manquaient pas à l'adresse de ces farouches gardes nationaux qui montaient une garde sévère autour de ces canons jusqu'alors inoffensifs, et qui commençaient à trouver que la plaisanterie durait trop longtemps.

Depuis trois ou quatre jours on avait fait entrer dans Paris et camper à la belle étoile des troupes de l'armée de la Loire, dans le but de maintenir la tranquillité. Je les ai vus ces soldats qui devaient sauver la France, au dire de M. Gambetta, indisciplinés, débraillés, se promenant ivres sur les boulevards. Il aurait mieux valu laisser Paris sans troupes que de compter sur ces gens-là. Non-seulement ils ne firent point leur devoir, ne tirèrent pas, mais ils livrèrent leurs armes ; un grand nombre commirent un acte encore plus honteux : ils les vendirent. Dans mon quartier à 10 heures et 1|2 du matin un chassepôt se vendait 7 francs 50 centimes, à midi il ne valait plus qu'un verre de vin. Ce furent des soldats qui le lendemain 19, arrêtèrent le général Chanzy à la barrière d'Italie où il fut insulté et outragé d'une manière que l'on ne peut décrire. Je tiens les détails de mon caporal-infirmier qui était présent. Ce furent des soldats qui fusillèrent le général Lecomte assassiné en même temps que le pauvre Clément Thomas. Ils se mêlèrent aux bataillons d'insurgés, et ne furent ni les moins ivres ni les moins ignobles.

Je ne vous raconterai pas toute cette lamentable histoire ; voici seulement ce dont

j'ai été témoin pendant cette journée néfaste du 18 mars. A 7 heures du matin j'étais tranquillement dans mon lit, lorsqu'on vint m'avertir que la rue était gardée militairement. On avait placé quelques soldats aux coins des rues, lieux de prédilection des marchands de vin. Au bout de la rue sur le boulevard Saint Michel, il y avait deux pièces de canon. Les ouvriers engageaient ces petits pelotons à boire et à fraterniser avec eux, ce que les soldats ne manquaient pas de faire.

Vers dix heures les soldats avaient disparu comme par enchantement, et on voyait passer des gardes nationaux portant qui deux, qui cinq fusils et même plus. Les canons du Luxembourg étaient entre les mains des gardes nationaux, et les régiments cantonnés dans le jardin s'étaient fondus, à l'exception du 43ᵉ qui resta encore deux jours et qui, au milieu de Paris au pouvoir de l'insurrection, s'achemina à la gare du Montparnasse d'où il gagna Versailles; noble exemple de discipline et de fermeté.

Si la troupe avait fait défection dans mon quartier, il pouvait en être autrement dans le reste de Paris; et à 2 heures je descendis le boulevard Saint-Michel, accompagné de ma sœur, ce qui vous montre que je ne croyais

par la situation aussi grave qu'elle était. Au pont Saint-Michel, nous vîmes défiler deux régiments emmenant avec eux 18 canons pris le matin. La ligne était saluée sur son passage ; Paris semblait tranquille ; à l'hôtel de ville un régiment rentrait dans la caserne située derrière. La mauvaise plaisanterie des canons de Montmartre paraissait terminée, et je rentrai avec la conviction que l'ordre était heureusement rétabli sans effusion de sang. Jugez quel fut mon étonnement en lisant dans les journaux du soir que le gouvernement s'était retiré, emmenant avec lui les quelques troupes restées fidèles, et que Paris était abandonné à lui-même. Je crus sur le moment que c'était un coup monté pour avoir un prétexte pour renverser la république. Il paraît que non. On avait été saisi d'une panique impossible à expliquer, et l'insurrection ne fut pas peu étonnée de se trouver absolument maîtresse de tout Paris. Sur le moment elle ne savait vraiment que faire de sa victoire inespérée.

Ce ne fut que dans la nuit du 18 au 19 que les bataillons des fédérés se décidèrent à descendre des hauteurs de Montmartre et de Belleville dans l'intérieur de Paris. L'hôtel de ville, les ministères, la préfecture de police,

etc., furent occupés par eux. Trois bataillons de Belleville se présentent à la place Vendôme gardée par le 1[er] bataillon. Le commandant Barré intime l'ordre aux bataillons de s'arrêter, et les Bellevillois, quoique trois contre un, n'osent pas avancer, mais après une heure de pourparlers arrive du commandement supérieur l'ordre d'évacuer et de laisser l'insurrection maîtresse de la place Vendôme. Pas même les forts, à l'exception du Mont-Valérien, ne furent gardés, et les insurgés s'y installèrent sans la moindre résistance. Ce fut là le comble de l'ineptie, si on était resté maître des forts de la rive gauche on aurait évité le second siége de Paris.

## V.

Le lendemain 19 mars je me rendis dans le centre de Paris pour examiner la physionomie de la ville. Je trouvai mon bataillon pillant, en compagnie d'autres, la préfecture de police, sous prétexte d'y rechercher des armes cachées au *peuple*. On y trouva quatre mauvaises épées de sergents de ville; tous les objets précieux furent pillés et on détruisit en partie les dossiers criminels qui contenaient l'histoire de bon nombre de ceux qui étaient là.

Je fus fêté et entouré par quelques hommes de mon bataillon qui me proposèrent de me présenter à leur nouveau commandant. L'ancien avait dû fuir, menacé d'être fusillé, et on s'était empressé de nommer à sa place un ex-capitaine du bataillon, cassé par le conseil de guerre pour avoir volé l'argent de sa compagnie; voilà un détail qui vous donnera un spécimen de la moralité de ces gens. Je refusai naturellement en leur disant que pour moi il n'existait d'autre gouvernement que celui de Versailles et d'autre commandant que celui qu'ils avaient auparavant; que tant qu'il s'était agi de les panser devant l'ennemi, ils m'avaient toujours trouvé au milieu d'eux, mais que maintenant ils pouvaient bien se casser la tête entre eux, je n'étais plus leur chirurgien-major. Tous ces hommes, pour la plupart égarés et inconscients de leurs actes n'avaient pas l'air de se douter qu'il pourrait y avoir du sang versé, et qu'ils étaient en révolte ouverte contre la loi. Mais en France le respect de la loi est un sentiment inconnu, tout aussi bien des gouvernés que des gouvernants. Que de gens qui ne voleraient pas un mouchoir de poche, croient faire un acte d'héroisme en assassinant un sergent de ville un jour d'émeute; que de gens qui ne triche-

raient pas au jeu, renversent avec enthousiasme le gouvernement légal ! Tous ces gardes nationaux pensaient que la révolution était finie et qu'il n'y avait plus qu'à s'embrasser; ils s'imaginaient avoir conquis le paradis terrestre; ils croyaient continuer à jouer au soldat, manger, boire *surtout* et ne rien faire. A part quelques meneurs, dociles instruments du comité central, les moutons de Panurge abondaient; ceux-ci marchaient pour faire comme les autres. Je pris à part un brave garçon et je lui demandai comment il avait assez peu de bon sens pour se fourrer dans cette bagarre. « Que voulez-vous, monsieur le major, il faut bien que je nourrisse mon père. » Que de malheureux dans la même situation et qui ont servi la Commune pour les trente sous par jour, sous peine de mourir de faim !

La garde nationale du centre du Paris, représentant l'ordre, s'était réunie sous les armes et occupait la Bourse, la Banque, la Mairie, St-Germain-l'Auxerrois, celle de la rue Drouot. 15 à 18,000 hommes restèrent là pendant toute une semaine, tombant de fatigue et de sommeil. Si à Versailles on avait eu des troupes pour tenter une attaque de vive force, ce noyau de gardes nationaux aurait été de la plus grande utilité pour ouvrir une por-

te ; mais devant l'inaction absolue de l'armée du dehors, l'amiral Saisset qui nous commandait nous licencia. Tout Paris fut au pouvoir du comité central, chef d'une insurrection dont on ignorait le programme et les intentions ; programme que l'on connait maintenant : anéantissement de la civilisation actuelle, *tabula rasa* de la société ; intentions qui malheureusement ont eu un commencement d'exécution : l'incendie de Paris. Eh bien, croyez-vous que la population se montrât inquiète, préoccupée de la gravité de ce qui venait de se passer et de ce qui allait s'en suivre ? nullement ; elle vaquait à ses affaires et adoptait cette nouvelle révolution avec l'insouciance et la légèreté qui lui ont fait accepter tous les régimes et qui menacent la France dans l'avenir de désastres encore plus grands que ceux qui nous accablent maintenant, si elle ne sait se garantir contre la prépondérance funeste de sa capitale.

Dès les premiers jours, le comité central, ahuri de sa victoire, ne sut que faire, que dire. On balbutiait quelques proclamations où il était question de prolétariat triomphant, de l'avénement de la grande révolution sociale, etc. ; mais tout était indécis, écrit le plus souvent dans un style *voyoutique* ; car le style,

c'est l'homme. Les *voyous*, installés à l'Hôtel de Ville, étaient à la piste d'employés pour suppléer à leur ignorance (on faisait des razzias dans les cafés pour avoir des télégraphistes, etc. et des gens qui sussent l'ortographe.) Les émeutes ne profitent guère à ceux qui les font. Vinrent les hommes avisés, les Delescluze, les Félix Pyat, etc., qui donnèrent un caractère au mouvement avec un mot : « La Commune. » On put lire alors de fort belles proclamations, puisque les journalistes s'en mêlaient. La Commune, nommée par un scrutin dérisoire, se mit à faire décrets sur décrets : abolition des loyers à la grande joie des locataires ; abolition du droit d'hérédité, (Proud'hon aura dû tressaillir de joie du fond de sa tombe); abolition de la conscription qui ne vous astreint au service que de 21 à 27 ans, et remplacée par l'obligation de servir sous le drapeau rouge de 19 à 40 ans ; suppression de tous les journaux qui ne chantaient pas Hosanna à ce sublime gouvernement de la Commune.

Le gouvernement de l'avenir se développait dans tous ses bienfaits. Mensonges répandus dans la presse et le public : arrestations arbitraires, visites domiciliaires, exécutions sommaires, et tous les agréments de la tyrannie

la plus odieuse, celle qui part des bas fonds de la société. Chez soi on s'attendait à tout moment à être arrêté; dans la rue même perspective avec la chance d'être jeté à la Seine; cela n'a pas empêché les partisans de la Commune de soutenir effrontément que jamais Paris n'avait été ni plus tranquille ni plus libre. J'ai entendu dire à des hommes sensés, du moins je les croyais tels: « Savez-vous, ces gens de la Commune ne parlent pas mal; avez-vous lu leur dernière proclamation? C'est bien tapé; et d'ailleurs ils ne sont pas aussi méchants qu'on le dit. Mon Dieu! autant vaut ce gouvernement qu'un autre ». Ajoutez cela aux autres preuves du manqne de sens moral et de l'inconstance politique des parisiens.

Le 22, dans la rue de la Paix, les communeux firent feu sur une foule sans armes. Il y eut des morts et des blessés en assez grand nombre. On a tant reproché à l'empereur la fusillade du 3 décembre 1851 sur les boulevards; vous voyez que les communeux sont ses dignes élèves. D'ailleurs toutes les tyrannies se ressemblent. Lorsque ce crime fut commis à 2 heures par ces misérables lâches, une personne m'annonça la manifestation, en exprimant l'espoir qu'elle réussirait à arrêter la guerre civile: « car, disait-elle, jamais on n'au-

ra l'infamie de tirer sur une foule désarmée. « Les malheureux, ajoutai-je, ils vont se faire assassiner », ce qui eut lieu. Les communeux, eux, n'eurent aucun scrupule de *tirer sur le peuple*, ce qui a été tant de fois reproché par les républicains aux divers gouvernements monarchiques. En tout cas le moyen fut très-efficace, comme il l'avait été entre les mains de Bonaparte, et dès ce jour Paris fut l'esclave soumis et humble de la Commune.

## VI.

Les hostilités entre les bataillons de la Commune et l'armée française commencèrent le 2 août à Neuilly. Un chirurgien-major de l'armée s'étant avancé seul pour parlementer fut traitreusement assassiné ; la fusillade s'ouvrit ensuite. Je remontai tous les Champs-Elysées et l'avenue de la Grande-Armée pour tâcher de sortir par la porte de Neuilly et assister au premier engagement. Les Champs-Elysées étaient remplis de monde ; les femmes et les enfants voulaient voir ; on allait là comme à un spectacle ; on plaisantait ; on riait ; on se moquait des officiers de la Com-

mune se cramponant à la crinière de leurs chevaux. On peut en effet se transformer du jour au lendemain de tondeur de chien en général de l'armée communarde ; mais on n'apprend pas aussi vite à monter à cheval.

Je vis là le général Eudes, en capote grise (une figure comme on en voit tant au bagne), suivi d'un nègre habillé en turcos, et portant 2 sabres, sans doute pour ne pas ressembler à celui des officiers qui ne portait rien à l'enterrement de Malborourgh. On demandait dans la foule les opinions politiques du turcos sur la Commune.

Quelques instants après passa une large guimbarde anti-diluvienne portant dans ses flancs l'état-major de la Commune. Parmi eux se trouvait un homme jeune et pas mal, couvert de galons

— Qui est ce général si galonné ?

— Parbleu, il n'y a que Flourens pour se chamarrer ainsi des pieds à la tête.

— Vive Flourens !

— Et Flourens de saluer à droite et à gauche, comme faisait jadis S. M. l'Empereur des français. Les empires s'écroulent ; les pasquinades de cour restent, même sous la république, et encore plus sous la Commune. On aura de curieux détails sur les orgies, parties fines,

boustifailles, et relations fort peu diplomatiques avec *ces dames* de ces MM. de la Commune, les purs des *puros* de la démocratie. Ce pauvre Flourens, il devait trouver la mort le lendemain. Quel dommage ; c'était un si beau général d'opéra comique, et un si beau cas de monomanie vaniteuse *galonnante.*

Derrière la guimbarde, une dizaine de cavaliers aux costumes fantastiques se demenaient et beuglaient. « Vive la Commune ! » au milieu du silence de la foule. J'ai remarqué parmi eux un individu tout habillé de rouge avec une plume de paon menaçant le ciel, un sabre kilométrique, et je ne sais plus combien de pistolets ; la quintessence du garibaldien fantaisiste ; polichinelle habillé en soldat. J'ai également vu des officiers de l'armée ; entre autres un chasseur d'Afrique. Aux batteries beaucoup d'artilleurs de l'armée régulière. Tout cela est honteux, mais il faut bien que la vérité soit connue.

Quoiqu'on se battît à deux pas de là, la scène était assez comique. Partout un désordre, un tohubohu qui, s'il pouvait avoir quelque chose d'artistique, n'avait rien de militaire. Si à Versailles on avait eu alors des forces suffisantes, on serait entré dans Paris comme dans du beurre ; c'était la réflexion

que je faisais avec l'officier d'ordonnance de mon colonel qui venait voir comme moi. Il avait été arrêté, et avait pu s'échapper des mains des communeux. Et qui n'a pas été un peu arrêté sous le doux régime de la Commune ? Par exemple l'officier-payeur de mon bataillon a été arrêté deux fois, menacé deux fois d'être fusillé et deux fois sur le point d'être jeté à la Seine, et tout cela dans l'espace de deux heures.

Ne pouvant sortir par la porte, nous montâmes dans les combles d'une maison en construction pour mieux voir. Cela nous coûta deux sous par tête; jusqu'où peut aller se nicher la spéculation ; mais nous en fûmes pour notre argent, et nous montâmes sur un omnibus pour regagner Paris. Dans les Champs-Elysées nous assistons à une arrestation. L'individu arrêté était habillé en garde national ; quatre hommes le conduisaient ; pendant le trajet quelqu'un crie : « c'est un mouchard ! » Le pauvre malheureux n'avait pas fait cent pas qu'il était suivi de deux à trois milles furieux criant : « à l'eau ! à l'eau ! » L'omnibus allait trop vite pour nous permettre de voir la fin de ce drame.

Le 3 et le 4 avril, les fedérés commirent la sottise de sortir de Paris ; ils furent battus à

plate couture, ce qui arrivera toujours en rase campagne aux troupes d'occasion contre des forces régulières. Il fallait voir fuir ces héros de la Commune, couchant en joue leurs officiers et criant qu'on les avait trahis, comme si on allait se battre pour recevoir autre chose que des coups de fusil.

Mais je m'arrête ici ; j'ai été même trop long et vous en fais mes excuses.

## CONCLUSION.

### VII.

Si le lecteur a bien voulu lire jusqu'ici ces notes écrites au courant de la plume, qu'il me permette d'ajouter quelques réflexions qui naissent de ce qui précède.

Cette révolution sera-t-elle la dernière ? Verrons-nous, après tant de troubles, d'émeutes, de massacres dans les rues, qui désolent périodiquement la France depuis la première révolution, verrons-nous se clôre l'ère des guerres civiles pour jouir enfin d'une longue période de prospérité, de liberté, de paix à l'intérieur et d'influence légitime au dehors ? Je réponds d'autant plus résolument non, que la France a le malheur de se trouver encore en République, la forme de gouvernement la plus contraire à ses traditions séculaires, au caractère et au génie de ses habitants. Aussi est-ce précisément à ces époques de gouver-

nement républicain que la France a été le plus agitée et déchirée par les discordes civiles. Si depuis plus de 80 ans que nous sommes presque continuellement en révolution, aucun problème politiqne ou social n'a eu de solution satisfaisante, si au milieu de cette agitation stérile, nous avons perdu deux de nos plus belles provinces et notre influence en Europe, c'est que depuis lors la France marche hors de la voie que les siècles lui avaient tracée.

J'en demande bien pardon aux idéologues qui s'imaginent que les constitutions politiques se résolvent sur le papier, comme un problème de géométrie sur le tableau, mais la France est une monarchie, parceque dix siècles d'un travail lent, persévérant, continu l'ont ainsi créée ; et il est aussi insensé de vouloir faire une France républicaine qu'une Suisse monarchique.

Ne trouveriez-vous pas ridicule quelqu'un qui serait d'avis que c'est vraiment bien dommage que Notre-Dame, toute belle qu'elle est, ne soit pas construite suivant le style grec ? Evidemment pour satisfaire le désir de ce fanatique de l'architecture grecque, il faudrait commencer par démolir la cathédrale de Paris, pour la rebâtir ensuite suivant son goût.

C'est ce que nos grands amateurs de style républicain veulent faire de la France. Et encore si tous ces idéologues étaient d'accord sur le plan du nouvel édifice à élever après la démolition complète de l'ancien ; mais essayez d'examiner et même de compter ces projets et ces devis de constitution républicaine ; ils ont beau porter tous en tête la fameuse devise : RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. LIBERTÉ, EGALITÉ, FRATERNITÉ, ils n'en diffèrent pas moins les uns des autres comme le jour de la nuit. Je ne nie pas en théorie la beauté de l'architecture républicaine, mais puisque nous avons une maison d'un autre style, contentons-nous de la restaurer, de mieux l'aménager, de la rendre plus confortable ; mais, pour Dieu ! ne la démolissons pas de fond en comble. Car en attendant l'achèvement du bel et noble monument promis, les locataires sont à la belle étoile ; et les locataires ici, c'est le peuple. Est-il donc bien séant de laisser opérer sur lui comme *in anima vili* toutes les expérimentations politico-sociales qui passent par la tête de ces chercheurs de la nouvelle pierre philosophale : la République ?

Et d'ailleurs nous n'en sommes pas à notre première révolution, et la France a été assez

souvent jetée dans le creuset révolutionnaire, pour qu'on puisse se permettre de demander quel bien il en est sorti. Tant de sang répandu, tant de ruines ont-ils produit un équivalent de liberté, de grandeur morale et de prospérité matérielle ? Après chaque émeute le peuple est resté plus asservi et plus misérable, parce que les progrès dans la voie de la liberté et de l'amélioration du sort des classes ouvrières ne se font point par secousses révolutionnaires mais bien par des réformes pacifiques et graduelles.

On a écrasé l'insurrection de la Commune; c'est fort bien dans l'ordre matériel ; mais dans l'ordre moral qu'a-t-on fait pour éloigner la tempête ? Rien, et tout est à recommencer.

La masse du peuple ne vous demande pas des libertés politiques dont elle n'a que faire et que vous lui prodiguez. Elle veut améliorer son sort matériel ; elle vous demande d'être mieux payée et de travailler moins ; vous lui répondez en lui donnant le suffrage universel, et vous vous étonnez si elle s'en sert pour vous jeter à bas, et pour tâcher d'arriver par le pouvoir à la satisfaction de ses besoins matériels. Erreur grossière, réforme sociale impossible, tout ce que vous voudrez ; mais tendance irrésistible de la foule

ignorante et qui souffre. Elle crie: « j'ai faim » « allons donc, pas possible; lui répondez-vous ; n'es-tu pas le *peuple souverain* ». Tous les droits politiques imaginables ne remplissent pas le ventre ; et la république est impuissante à améliorer le sort du peuple, parce que la solution de cette question sociale n'est pas dans la politique.

On ne donne pas de petits couteaux aux enfants ; pourquoi avoir donné au peuple cette arme terrible du suffrage universel dont il se servira pour tuer la liberté politique, en combattant pour obtenir une meilleure place au banquet de la vie ?

Nous devons donc nous attendre à une nouvelle levée de boucliers; les beaux livres que l'on ne manquera pas d'écrire pour réfuter de nouveau le socialisme n'y feront rien, et pour cause. Le peuple ne les lit pas; il ne sait pas lire, ou n'a pas le temps de lire. La République ne fera ni augmenter le prix de la journée ni rendre la vie matérielle plus facile ; au contraire, et naturellement le peuple se croira trahi.

Le *moment psychologique* sera alors venu pour les ambitieux, Césars ou Tribuns, peu importe.

En attendant cette échéance, ne pourrait-

on pas un peu profiter de l'expérience du passé pour mettre le plus de tampons possible afin de rendre le choc moins violent.

Pour mon compte j'ai tiré quelques conclusions que je livre au lecteur pour ce qu'elles valent : elles ne sont que l'expression d'un esprit qui, à la recherche de la vérité, ne se dissimule pas toute la difficulté de la trouver au milieu des passions et des intérêts opposés.

Ce petit catéchisme politique manque complètement, j'en conviens, de cette sensiblerie humanitaire qui a tant de succès dans les clubs; mais peut-être le bon sens y gagne-t il tout ce que la rhétorique y perd.

## VIII

Les traditions sont aux nations, ce que l'habitude est pour l'individu : une seconde nature.

—

La France est un Royaume comme l'or est un métal.

—

La meilleure république possible est encore le pire gouvernement dans un pays monarchique.

—

Les constitutions par A plus B qui font les délices des géomètres, font le malheur des peuples.

—

Des mœurs, et non des chartes. Il vaut mieux qu'une constitution ne soit écrite nulle part; on ne sait où la trouver pour la déchirer.

—

Un de plus jolis sophismes inventés par les idéologues, c'est bien l'égalité des droits de l'homme. La nature répond qu'il n'y a qu'inégalité entre les hommes : inégalité corporelle : le nègre et le blanc; inégalité intellectuelle : un crétin de la vallée d'Aoste et Newton ; inégalité morale : Troppman et St-Vincent de Paule.

Donc inégalité de devoirs et inégalité de droits. L'une ne va pas sans l'autre.

—

Le suffrage universel qui n'est que le corollaire politique du sophisme précédent, en tire toute son absurdité. Le vote d'un casseur de pierres qui ne sait ni *a* ni *b*, vaut autant que celui de M. Thiers qui sait tant de choses, même la manœuvre du canon ; et comme il y a beaucoup plus de casseurs de pierres

que de M. Thiers, le gouvernement est ou sera entre leurs mains.

S'il s'agit de faire réparer le moindre chemin vicinal, on s'adresse à un ingénieur, mais comme il ne s'agit après tout que des affaires d'état, les casseurs de pierre sont bons.

## IX.

Ne donnez pas du bordeaux aux enfants à la mamelle, et des droits politiques aux ignorants et aux incapables. C'est trop indigeste pour eux.

—

Il ne faut pas dire aux petites demoiselles qu'elles sont jolies, charmantes, adorables, parce que ça les rend vaniteuses ; il faut encore moins dire au peuple qu'il est grand, beau, vertueux, souverain ; d'abord parce que cela n'est pas, ensuite parce que ça lui fait tourner la tête, surtout s'il a l'estomac creux.

—

Pour le peuple, avant les droits politiques, le pot-au-feu ; c'est plus substantiel. Henri IV ne voulait pas pour son peuple le suffrage universel, mais la poule au pot tous les diman-

ches. Mais c'était un réactionnaire ; et qui pis est, un roi.

—

Quand donc les philosophes humanitaires n'auront-ils pas de honte de toujours promettre aux pauvres ce qu'ils savent bien ne pouvoir tenir ?

Les quatre cinquièmes de la terre ne sont pas cultivés. Allez donc dans les steppes de l'Asie, les savanes de l'Amérique, au centre de l'Afrique fonder vos républiques modèles, qui feront rougir cette vieille Europe encroûtée dans la routine de l'infâme capital.

—

A ce propos notons qu'aux yeux de certains socialistes, le capital n'est infâme qu'autant qu'il est dans la poche d'autrui.

—

A la gratuité de l'instruction si chère aux démocrates, j'ajouterais la gratuité des hautes fonctions de l'Etat ; cela refroidirait le zèle des serviteurs du peuple à 100,000 francs de gages, au grand profit de la tranquillité publique.

—

La mercuriale du blé est indépendante de la forme du gouvernement. La próclamation de

la République n'a jamais fait hausser ni la rente de l'Etat ni la journée de l'ouvrier.

—

Le travail et la paix au dedans comme au dehors sont encore ce qu'on a inventé de mieux pour rendre l'ouvrier plus heureux.

La monarchie a donné et donnera à la France l'un et l'autre plus sûrement que la République.

## X.

Depuis que nous avons conquis les fameux principes, nous avons été envahis trois fois; la France a été démembrée et nous avons payé plus de dix milliards. Décidément c'est trop cher.

—

Si vous voulez être la dupe et la risée de toute l'Europe, faites de la politique de sentiment.

En politique le meilleur de tous les principes est encore l'intérêt français pour les français, l'intérêt anglais pour les anglais etc , etc.

Mais comme c'était trop rococo, nous avons voulu faire du neuf avec d'autres principes, par ex : les nationalités, les grandes agglomérations, etc. Ça nous a bien réussi.

Tant que vous travaillerez ainsi pour les autres, vous serez la *grrrande* nation, pour n'être plus le lendemain que des imbéciles.

—

Bien des personnes se demandaient ce que signifiait cette expression familière: *travailler pour les beaux yeux du Roi de Prusse,* le gouvernement et la diplomatie française se sont chargés d'en donner une explication aussi claire que complète.

Les compilateurs du dictionnaire de l'Académie ne seront plus embarassés désormais.

## XI.

En temps de révolution ce qu'on appelle *le peuple* n'est qu'un ramassis de voyous (4 à 5,000 suffisent amplement) qui par des vociférations sur la place de l'Hôtel-de-Ville et l'invasion de la Chambre, vous aident à escamoter le pouvoir.

—

Programme invariable d'une révolution. 1° Le peuple (voir plus haut) envahit la Chambre, et demande la République. 2° On se transporte à l'Hôtel-de-Ville où le peuple, toujours le même, redemandant à grands cris la République, on ne peut moins faire que de

la proclamer, en se proclamant, *motu-proprio,* membres du gouvernement. Le tour est fait, et il ne reste plus qu'à gratter l'aigle, le coq ou tout autre volatile que le gouvernement précédent avait eu l'infamie de faire sculpter sur les murailles.

—

Mais comme les ouvriers ne se contentent pas de cette exécution ornithologique, au bout de quelque temps, ils demandent la *sociale,* et on ne peut moins faire que de les fusiller. Il valait bien la peine de gratter l'aigle ou le coq, pour en arriver là.

## XII.

Tout gouvernement qui se respecte, a non seulement le droit, mais encore le devoir de se défendre énergiquement; s'il ne le fait pas, il est coupable du crime de lèse-société.

—

*Tirer sur le peuple ; on assassine nos frères,* phrases à sensation qui font leur effet sur les foules et les gouvernements. On oublie complètement que lorsque des individus sont en révolte ouverte contre la loi, derrière

une barricade, ou réunis en masse pour envahir une Assemblée, ils ne sont plus *le peuple*, mais des insurgés, qu'il faut disperser par la force. Le véritable peuple alors, c'est l'armée et tous ceux qui combattent à ses côtés pour la défense de la société.

—

Il est non-seulement politique, mais humain d'étouffer énergiquement tout commencement d'émeute. C'est le meilleur moyen de sauvegarder la loi, en immolant le moins de victimes possible. Si en février 1848, le roi Louis-Philippe n'avait pas cédé à l'influence funeste de la phraséologie révolutionnaire qui avait déjà perdu Louis XVI : *Ne tirez pas sur le peuple*, et s'il eût fait résolument *tirer sur les insurgés*, on aurait épargné la vie de 16,000 hommes tués ou fusillés plus tard pendant les journées de juin. Si au 18 mars 1871, au lieu de laisser la foule se mêler aux soldats et les paralyser, on avait étendu par terre par une première fusillade 300 gardes nationaux, on aurait évité les horreurs de l'incendie et de la prise de Paris. 25,000 hommes ne seraient point ou tués ou déportés.

—

Une troupe qui hésite ou qui se laisse approcher pour *fraterniser*, est désarmée; tandis

qu'il n'y a pas d'émeute qui résiste devant une troupe résolue à faire feu. Le général Vinoy qui a fait cette dernière remarque. était bien payé pour connaître les funestes effets de l'hésitation et de la fraternisation, puisqu'il commandait au 18 mars.

—

L'émeute vaincue, être impitoyable pour les chefs et les meneurs, les vrais coupables; clément pour la foule des égarés. On a fait le contraire jusqu'ici.

—

Si les chefs savaient que, s'ils sont vaincus, ils seront exécutés, si tout individu qui va faire le coup de feu derrière une barricade, était bien convaincu qu'il sera fusillé s'il est pris les armes à la main, si le foule des curieux qui grossit toutes les émeutes, savait qu'on tire pour de bon dès le commencement, il y aurait moins de chefs, moins d'insurgés et moins de curieux.

—

Si la peine de mort n'existait pas, il faudrait l'inventer pour l'appliquer en matière politique.

—

Qui est plus coupable du voleur de grand chemin qui tue un voyageur qui passe, pour

lui prendre sa bourse, ou de l'ambitieux qui fait tuer des milliers d'hommes pour expérimenter sa pierre philosophale ?

—

Le sens moral est si bas, qu'il ne faut pas désespérer de voir bientôt les crimes politiques récompensés par le prix Monthyon.

—

Que dire de la Garde nationale, si ce n'est qu'en temps de paix on ne pouvait rien imaginer de plus apte à renverser le gouvernement. Ce n'est là que la moitié de l'opinion de M. Prud'omme ; mais c'est la bonne.

En temps de guerre, elle est si utile que je propose qu'à la première guerre on offre à l'ennemi de lui payer, pendant tout le temps des hostilités, les 30 sous par jour de 300,000 gardes nationaux, qu'il mettra en campagne contre nous. S'il accepte, il est perdu. Mais espérons que cette institution hybride, qui n'est ni civile ni militaire, est bien morte et enterrée. Que la terre lui soit légère !

## XIII.

Quand on réfléchit à la pauvreté du résultat obtenu après tant de sang et de ruines

que nous coûtent nos discordes civiles, on est tenté d'intituler l'histoire de nos révolutions : *Histoire de la bêtise humaine chez le peuple le plus spirituel de la terre.*

—

On reconnaît qu'un malade est parfaitement guéri lorsqu'il reprend ses anciennes habitudes, la France ne sera guèrie de la maladie révolutionnaire qui la cloue sur son grabat de douleur, que lorsqu'elle sera revenue à ses anciennes traditions monarchiques.



